INTERVENTION DE L'INSPECTEUR GENERAL DES FINANCES

Panel 1 : performance économique et bonne gouvernance : le rôle et responsabilité des Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif.

Il est bon de rappeler les textes majeurs qui encadrent le contrôle des Finances Publiques en Côte d'Ivoire. Ces textes découlent de la transposition des directives de l'UEMOA relatives au cadre harmonisé de la gestion des Finances Publiques de 2009. Il s'agit des lois organiques de 2014 relatives aux lois de finances et au Code de transparence ainsi que du décret de la même année portant règlement général sur la comptabilité publique.

Aux termes de ces textes, les opérations d'exécution du budget sont soumises à un triple contrôle, à savoir :

- le contrôle administratif ;
- le contrôle juridictionnel ;
- le contrôle parlementaire.

On peut ajouter le contrôle politique en ce qui concerne les collectivités territoriales.

Les Institutions Supérieures de contrôle de l'ordre administratif relèvent du contrôle administratif au même titre que le contrôle financier ou budgétaire.

Quelles sont donc les Institutions Supérieures de contrôle de l'ordre administratif en Côte d'Ivoire ?

Nous avons, en tête de file, l'Inspection Générale d'Etat qui est rattaché à la Présidence de la République. Outre ses attributions spécifiques, l'IGE assure la coordination des activités de tous les organes d'inspection, d'audit et de contrôle interne administratifs. Son champ d'intervention couvre toute l'étendue du territoire national et nos représentations extérieures.

En deuxième lieu, nous avons l'Inspection Générale des Finances rattaché à la Primature depuis 2014. Ses activités sont axées essentiellement aux domaines financier et économique.

En troisième lieu, nous avons les Inspections Générales des Ministères, rattachées quant à elles, directement aux ministères techniques dont elles relèvent.

Enfin, nous avons les Inspections sectorielles des Ministères chargées de l'Economie du Budget, à savoir : les inspections des régies financières : Trésor, Impôt et Douane, la Cellule d'Evaluation et d'Audit des Dépenses Publiques (CEADP) du Budget et la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE).

Après ce bref aperçu du cadre légal et institutionnel des Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif, nous allons nous appesantir sur la thématique qui nous rassemble, à savoir : leur rôle et responsabilité dans un contexte de performance économique et de bonne gouvernance.

La question est pertinente car l'actualité nous enseigne que le contrôle devient impérieux quand un pays enregistre une forte croissance économique. Dans ce contexte, la commande publique augmente de façon considérable car l'Etat signe un nombre important de contrats avec les opérateurs du secteur privé dans des domaines variés, notamment les infrastructures économiques -routes, hôpitaux, écoles, etc.-.

Dans ces circonstances, les Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif doivent être plus alertes et faire preuve de professionnalisme.

Comme l'indique l'Inspecteur Général d'Etat dans son « manuel de finances publiques » publié en 2019 aux éditions Harmattan. Je le cite « il n'est pas facile d'examiner le contrôle des finances publiques dans son ensemble, d'abord parce que son domaine d'application est très vaste, ensuite parce qu'il n'y pas un, mais plusieurs contrôles qui se cumulent. »

En d'autres termes, comme vous le savez, tous les acteurs du circuit de la dépense publique font des contrôles chacun à son niveau, notamment l'administrateur de crédit, l'ordonnateur délégué, le contrôle financier, le comptable.

Pour ce qui est de notre intervention, il s'agit des Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif qui sont (je cite encore l'IGE) « des structures faisant fonction pleine et entière d'organe de contrôle relevant du pouvoir exécutif » (par opposition aux acteurs du circuit de la dépense que je viens de citer).

Ceci dit, à la lumière des textes, les Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif ont **un marqueur commun** dans notre pays. En effet, **elles ont pour attributions premières de veiller au bon fonctionnement des services de l'Etat et ses démembrements à travers des missions d'appui-conseil et de contrôle etc.**

Ces missions sont déclinées à nouveau dans le Schéma directeur de la réforme des finances publiques de la période 2022-2024 de la Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment de l'audit interne, de la lutte contre la fraude financière, et de l'évaluation des politiques et programmes publics.

Pour être plus concret, il est bon de partager avec vous l'expérience de l'IGF sur 3 dossiers d'actualité, à savoir : l'audit des fonds Covid-19, l'audit interne des projets cofinancés par les Partenaires Techniques et Financiers de la Côte d'Ivoire et l'audit des passifs de l'Etat.

S'agissant de l'audit des Fonds de soutien Covid-19

Avec l'avènement de la pandémie de la Covid-19, en 2020, le gouvernement ivoirien, à l'instar de tous les pays, a élaboré un plan national de soutien afin d'atténuer l'impact socio-économique de la pandémie. **Ce plan s'est traduit par la création de 4 fonds** : le Fonds Spécial de Solidarité et de Soutien d'urgence Humanitaire, le Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises, le Fonds de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises et le Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel **d'un montant de plus de 200 milliards de francs CFA, soit un peu plus de 304 millions d'euros.**

Au vu des enjeux financiers, notre responsabilité était grande. C'est pourquoi il nous a paru nécessaire de mettre des balises afin de prévenir les dérives éventuelles dans la gestion de ces Fonds.

Ainsi avant l'entame des opérations, nous avons élaboré **un mémorandum de bonnes pratiques** mis à la disposition des gestionnaires des différents fonds comme outil d'aide à la décision.

Ce mémorandum qui met en relief les risques potentiels et les mesures de contrôle à prendre, a été bâti autour des axes suivants :

- la transparence ;
- la gestion administrative, financière et comptable ;
- la gestion du patrimoine ;
- la gestion des opérations ;
- le reporting et la périodicité des missions de contrôle.

Dans le cadre de nos activités de contrôle, en vue de nous s'assurer de la régularité des opérations, du respect des critères d'éligibilité aux fonds ainsi que de la traçabilité des opérations financières, nous avons réalisé, depuis 2021, trois missions :

- la première mission a porté sur le contrôle des opérations de la phase transitoire couvrant la période d'avril à juin 2020 ;
- la seconde a porté sur le suivi des recommandations formulées suite au contrôle des opérations de la phase transitoire et sur le contrôle des opérations de la phase opérationnelle couvrant la période de juillet à décembre 2020.
- S'agissant enfin de la troisième mission, outre le suivi de recommandations formulées au cours des missions antérieures, elle a porté sur le contrôle des opérations de l'exercice 2021.

Pour mémoire, 12 rapports produits.

Au total, les missions d'appui-conseil et de contrôle de l'IGF ont été d'une contribution bénéfique à notre pays au regard de la gestion des Fonds Covid-19 sous d'autres cieux.

S'agissant de la seconde expérience que je souhaite partager avec vous, il s'agit de l'audit interne.

A ce sujet, il est important de rappeler que cette modalité de contrôle provenant du secteur privé a fait son avènement dans l'administration publique en Côte d'Ivoire à partir de 2014 avec l'adoption de deux organiques relatives aux finances publiques et au code de transparence ainsi que des textes subséquents.

Contrairement aux méthodes traditionnelles de contrôle, l'audit interne repose sur une approche participative qui intègre également les composantes opérationnelles du projet.

C'est par décret présidentiel en 2015, que la fonction d'audit interne des programmes et projets a été confiée à l'IGF. Nous avons procédé à une prise en main graduelle du portefeuille. Ainsi en 2017, année de la phase pilote, nos travaux ont porté sur 5 projets.

Aujourd'hui, le portefeuille de l'IGF comprend vingt (25) projets dont vingt-deux (22) de la Banque mondiale. Nos services ont produit **63 rapports d'audit interne en 2022 contre 43 en 2021.**

Nos interventions ont porté principalement sur les thématiques financières et opérationnelles, à savoir :

- le contrôle des activités opérationnelles des projets ;
- la revue des transactions financières ;
- l'analyse de l'efficacité des procédures de passation des marchés ;
- l'évaluation de l'efficacité des conventions passées entre les projets et les parties prenantes ;
- la gestion administrative et des ressources humaines, etc.

S'agissant de l'audit des passifs de l'Etat,

Il importe de préciser que les passifs de l'Etat sont des dépenses résultant de prestations réalisées au profit de l'Administration en l'absence de couverture budgétaire. Ce type de dépenses, symptomatique de l'indiscipline budgétaire, a prospéré surtout pendant les périodes de crises.

Au terme de nos travaux d'audit couvrant la période 2001- 2015, sur montant total de 627 milliards de F CFA de créances litigieuses recensées, celles validées par nos services ont porté sur un montant de 362,28 milliards de francs CFA.

L'Etat a donc économisé plus 200 milliards de francs CFA, soit un peu plus de 300 millions d'euros à la suite de nos différentes diligences.

Le taux élevé de rejet est révélateur de la nécessité d'un tel audit qui a permis à l'Etat de préserver les deniers publics.

Pour conclure sur notre retour d'expérience, je dirais que ces 3 dossiers évoqués sont une belle illustration des missions dévolues à une Institution Supérieure de contrôle de l'ordre administratif dans le cadre de ses activités d'appui-conseil et de lutte contre la fraude financière.

En ce qui concerne les autres activités d'appui conseil et de contrôle de l'ensemble des Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif, je vous invite à consulter nos sites internet respectifs afin d'accéder à nos rapports d'activités dans la droite ligne du respect **du sacro-saint principe de redevabilité**. En effet, nous devons donner le bon exemple en rendant compte de nos activités au même titre que les structures que nous contrôlons.

Au total, au regard de la réforme en cours des Finances Publiques, je voudrais conclure sur la nécessité impérieuse pour les Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif de poursuivre leur mue car leur rôle d'appui-conseil occupe de plus en plus une place prépondérante avec l'avènement de nouveaux métiers de gouvernance hérités du secteur privé, notamment le contrôle et l'audit internes. Cette mutation exige donc des efforts de réorganisation, la formation continue et le recrutement de nouvelles compétences au sein de nos entités de gouvernance.